



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 44621  
portant enregistrement d'un atelier de porcs à la SCEA LE GUE A GAN  
situé au lieu-dit « Le Gué à Gan » sur la commune de PLEUGUENEUC**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment son titre 1er du livre V ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 7 mai 2012 modifié, relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2102 (élevage de porcs) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 mars 2017, fixant le modèle national de demande d'enregistrement d'une installation classée pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2017, relatif à l'approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, par le préfet coordonnateur ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018, établissant le 6<sup>ème</sup> programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** la lettre instruction du préfet de région du 30 novembre 2010 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°30117 du 10 avril 2000 autorisant M. Alain MARCHAND à exploiter un élevage de porcs au lieu-dit « Le Gué à Gan » à PLEUGUENEUC ;

**Vu** le récépissé de succession n°33790 du 29 juin 2004 autorisant la SCEA MARCHAND à succéder à M. Alain MARCHAND dans l'exploitation de l'élevage susvisé ;

**Vu** le récépissé de succession n°42244 du 19 février 2015 autorisant la SCEA LE GUE A GAN à succéder à la SCEA MARCHAND dans l'exploitation de l'élevage susvisé ;

**Vu** la demande présentée le 14 avril 2021, complétée le 4 juin 2021, par la SCEA LE GUE A GAN ayant pour objet la restructuration de son atelier de porcs au lieu-dit « Le Gué à Gan » à PLEUGUENEUC ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 15 juin 2021 ;

**Vu** le projet d'arrêté d'enregistrement notifié à la SCEA LE GUE A GAN par courrier recommandé avec accusé de réception le 28 juillet 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que :

- l'effectif demandé est compris dans la rubrique 2102-1 de la nomenclature des installations classées ;
- le projet ne prévoit pas de nouvelle construction ;
- les distances d'implantation sont conformes pour les tiers et l'eau ;

- des mesures préventives sont mises en place pour éviter ou réduire les nuisances potentielles ;
- les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé sont respectées ;
- les prescriptions liées aux épandages sont respectées ;
- le projet montre l'équilibre de la fertilisation tant sur le paramètre azote que sur le paramètre phosphore ;
- la sensibilité locale environnementale, au regard de la localisation du projet, en prenant en compte les critères mentionnés à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences, ne justifie pas le basculement vers une procédure d'autorisation environnementale unique ;

**CONSIDÉRANT** en particulier l'éloignement suffisant du projet et du plan d'épandage des zones ZNIEFF I de la forêt de Coetquen et de l'étang du Carrefour des Semis ;

**CONSIDÉRANT** que le cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux situés dans cette zone, ne justifie pas le basculement vers une procédure d'autorisation environnementale unique ;

**CONSIDÉRANT** que la fertilisation en phosphore présentée dans le dossier respecte les règles d'équilibre énoncées dans la lettre d'instruction du préfet de région du 30 novembre 2010 ;

**CONSIDÉRANT** que l'instruction a permis de déterminer que le projet répond à la réglementation prise en application du programme d'actions au titre de la directive nitrates en vigueur ;

**CONSIDÉRANT** que l'intéressé n'a présenté aucune observation au terme du délai de 15 jours qui lui était imparti à compter de la notification du rapport de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a émis aucune observation sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été notifié ;

**Sur proposition du** secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

## ARRÊTE :

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet de l'arrêté**

#### *Article 1.1. : Enregistrement des installations*

Les installations faisant l'objet de la demande présentée le 14 avril 2021 et complétée le 4 juin 2021 par la SCEA LE GUE A GAN, dont le siège social est situé au lieu-dit « Le Gué à Gan » sur la commune de PLEUGUENEUC, sont enregistrées.

Les installations sont localisées sur le territoire de la commune de PLEUGUENEUC, au lieu-dit « Le Gué à Gan ».

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

#### *Article 1.2. : Nature et localisation des installations*

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Seuil de la rubrique	Critère de classement	Nature de l'installation	Volume autorisé
2102	2a	E	Élevage de porcs (établissements d'élevage, vente, transit, etc.) en stabulation ou en plein air	> 450	Animaux équivalents	Engraissement	1332

\* E : Enregistrement / RSD : Régime sanitaire départemental / NC : non classable.

Type d'animal	Nombre
Reproducteurs (truies + verrats) : comptent pour 3 animaux-équivalents (Truies = femelles saillies ou ayant mis bas / Verrats = mâles utilisés pour la reproduction)	0
Porcelets sevrés de moins de 30 kg : comptent pour 0,2 animal-équivalent	0
Autres porcs (Porcs à l'engrais - Jeunes femelles) comptent pour 1 animal-équivalent	1332

**Article 1.3. : Situation de l'établissement**

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelle et lieu-dit suivant :

Commune	Parcelle	Lieu-dit
PLEUGUENEUC	Section YL : n°47	« Le Gué à Gan »

**Article 2 : Conditions d'exploitation**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et documents joints à la demande.

L'exploitant est tenu de respecter les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013.

**Article 3 : Publicité**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est affiché à la mairie de la commune de PLEUGUENEUC pendant une durée minimum d'un mois et peut y être consulté.

L'arrêté est également publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

**Article 4 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes (3, Contour de la Motte - 35044 RENNES Cedex), ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen », accessible par le site <https://www.telerecours.fr> :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de 4 mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa du présent article peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

**Article 5 : Exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à la SCEA LE GUE A GAN et au maire de la commune de PLEUGUENEUC.

Fait à Rennes,

Pour le préfet,  
le secrétaire général,  
Le 30/08/2021



Ludovic GUILLAUME